

**Conseil économique et social**

Distr. générale
26 septembre 2016
Français
Original : anglais/français

Comité chargé des organisations non gouvernementales**Session ordinaire de 2017**

30 janvier-8 février et 21 février 2017

**Rapports quadriennaux pour la période 2012-2015
présentés par les organisations non gouvernementales
dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique
et social, par l'intermédiaire du Secrétaire général
et en application de la résolution 1996/31***

Note du Secrétaire général**Addendum****Table des matières**

	<i>Page</i>
1. African Development Association.	3
2. Airline Ambassadors International	3
3. American Association of University Women	4
4. Asian Forum of Parliamentarians on Population and Development.	6
5. British Humanist Association	7
6. Child Family Health International.	9
7. Comisión para la Investigación de Malos Tratos a las Mujeres	10
8. Cooperazione Internazionale	11
9. Eagle Eyes Association for Afghan Displaced Youth	12
10. Elizabeth Glaser Pediatric AIDS Foundation	13
11. Environmental Development Action in the Third World	15
12. European Federation of Older Students at Universities	16

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



13. European Network of Policewomen	17
14. European Union Association in the United States	18
15. Famille debout	19

1. African Development Association

Statut consultatif spécial, 2012

Introduction

African Development Association (ADA) est une organisation caritative qui a pour vocation d'atténuer les effets de la pauvreté dans la vie des orphelins, des personnes vulnérables, des personnes défavorisées et des personnes âgées.

Objectifs et buts de l'organisation

L'ADA est déterminée à offrir des soins de santé et d'autres services socioéconomiques d'excellente qualité et d'un coût abordable à l'appui de la réponse globale aux risques pour la santé, en particulier le VIH, le paludisme et les maladies transmises par l'eau.

Principaux changements survenus dans l'organisation

Aucun changement significatif n'est à signaler.

Contribution de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'ADA organise des ateliers, des séminaires et des conférences qui visent à apporter aux femmes et aux jeunes des compétences dans des domaines comme la gestion des affaires, la gestion logistique, la conduite, le suivi et l'évaluation de projets, l'entrepreneuriat, la vie familiale, la prise de décisions et la génération de revenus, entre autres.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'ADA a participé au Sommet des Nations Unies de 2016 sur le développement durable.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'ADA conduit actuellement un projet financé par la Banque mondiale de financement axé sur les résultats.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'ADA s'est lancée dans un projet de plantation d'arbres à Limbe, au Cameroun, pour enrayer la progression de l'urbanisation, et de l'érosion des sols par l'agriculture.

2. Airline Ambassadors International, Inc.

Statut consultatif spécial, 2004

Introduction

Airline Ambassadors est la seule organisation de secours et d'aide au développement dans l'industrie du transport aérien. Elle compte environ 8 500

membres bénévoles qui font don de leurs ressources et de leur temps pour venir en aide aux enfants vulnérables autour du monde.

Objectifs et buts de l'organisation

Airline Ambassadors vise à subvenir aux besoins des enfants vulnérables et à les protéger où qu'ils se trouvent dans le monde.

Principaux changements survenus dans l'organisation

Aucun changement significatif n'est à signaler.

Contribution de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Airline Ambassadors est au premier rang des efforts en faveur d'une législation contre la traite d'êtres humains et pour la formation des écoles et de l'industrie du transport aérien et des voyages, notamment en fournissant transport, résidences protégées et soutien éducatif aux jeunes en danger grâce à son réseau de membres et à ses programmes. De concert avec les autorités compétentes, l'organisation est à l'origine du développement de nouveaux instruments législatifs, pénaux et informationnels pour aider au combat contre la traite d'êtres humains. Airline Ambassadors coopère avec l'United States Department of Homeland Security et ses organes compétents pour fournir une formation à la lutte contre la traite d'êtres humains (C-TIP) dans les aéroports, aux Nations Unies, dans les universités et les ministères nationaux de l'intérieur dans le monde entier.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Airline Ambassadors a participé aux réunions préparatoires de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), ainsi qu'à la Conférence elle-même.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Airline Ambassadors est partenaire d'exécution officiel du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) dans ses efforts pour améliorer les services de soutien à l'enfance en Haïti. Airline Ambassadors a aussi contribué à lancer et à mettre en œuvre le programme de donations « Quête pour les enfants » avec l'UNICEF et American Airlines. L'organisation est également partenaire officielle de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), et a organisé conjointement des formations C-TIP en Colombie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune activité n'a été indiquée.

3. American Association of University Women

Statut consultatif spécial, 2008

Introduction

L'American Association of University Women (AAUW) est une organisation mondiale forte de quelque 170 000 membres, donateurs et membres bienfaiteurs,

1 000 sections et 800 facultés et universités partenaires qui œuvrent à l'émancipation des femmes depuis 1881.

Objectifs et buts de l'organisation

L'AAUW fait progresser l'égalité pour les femmes et les filles par des activités de plaidoyer, d'éducation, de philanthropie et de recherche.

Changements à signaler

Aucun changement significatif n'est à signaler.

Contribution de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'AAUW soutient une Organisation des Nations Unies renforcée, plaide pour la mise en œuvre des objectifs de développement durable et du Programme d'action de Beijing, et soutient la ratification de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. L'organisation appuie la Journée des droits de l'homme, la Journée internationale de la femme, les 16 Journées de mobilisation contre la violence sexiste et la Journée internationale de la fille; collabore avec diverses coalitions pour attirer l'attention sur la pauvreté, la faim et les droits humains. Elle coopère avec la Campagne pour la ratification par les États-Unis de la Convention relative aux droits de l'enfant. Les recherches de l'AAUW portent sur une éducation publique favorable à l'égalité et à la place des filles dans la science et la technologie, ainsi que sur l'écart de rémunération entre les sexes, le harcèlement à l'école et le renforcement de l'enseignement secondaire pour les filles. L'organisation reçoit annuellement 3,7 millions de dollars destinés à financer des bourses pour 240 femmes dans des pays à faible revenu et 30 000 dollars de dons internationaux aux fins de programmes communautaires. L'association accueille également des délégations internationales pour dialoguer avec des femmes dirigeantes dans de multiples secteurs et organise des programmes de formation aux fonctions de direction destinés aux femmes dans le monde entier.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des représentantes de l'AAUW ont :

- Assisté et participé aux 56^e à 59^e sessions de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies, au cours desquelles elles ont chaque fois présenté des déclarations écrites et organisé des manifestations parallèles;
- Participé de 2013 à 2015 à la Conférence annuelle des ONG du Département de l'information;
- Siégé comme membres extraordinaires au Conseil d'administration du Comité des ONG sur la condition de la femme (2015);
- Participé au Forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2015;
- Assisté à la session « Négociation du programme de développement durable pour l'après 2015 » convoquée par le Conseiller spécial du Secrétaire général pour la planification du développement après 2015;
- Assisté, en la personne de représentantes des jeunes, au Sommet sur le climat des Nations Unies en 2014;

- Participé aux manifestations de la Journée internationale de la fille en 2013 et en 2014 à New York;
- Assisté au Sommet des dirigeants sur le Pacte mondial en 2013;
- Assisté à la 52^e session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'Association soutient l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) en qualité de membre du Comité national des États-Unis pour ONU-Femmes. L'organisation a été membre de la campagne « Seven Billion Actions » du Fonds des Nations Unies pour la population et a participé à l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'AAUW a mis en œuvre avec succès un programme de représentantes des jeunes, appuyé un programme d'avocate des filles et de membres délégués, mené des actions de sensibilisation dans les médias sociaux sur l'égalité entre les sexes dans le monde, et mis en œuvre un programme de dons visant à apporter la sécurité économique à des femmes et à des filles. Elle a également lancé des programmes d'autonomisation des filles en Hongrie et au Mexique.

4. Asian Forum of Parliamentarians on Population and Development

Statut consultatif général, 1996

Introduction

Le Forum asiatique de parlementaires sur la population et le développement est un réseau régional de Comités nationaux de parlementaires établi en 1981 pour faire face aux problèmes de population et de développement en Asie et dans le Pacifique.

Objectifs et buts de l'organisation

Le Forum a pour objectif de renforcer le réseau régional de parlementaires déterminés à mettre en œuvre l'intégralité du programme relatif à la population et au développement, en particulier le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et les objectifs de développement durable.

Principaux changements survenus dans l'organisation

Au cours de la période couverte par le rapport, le nombre des membres du Forum a atteint 29 pays et territoires.

Contribution de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Le Forum dialogue avec des parlementaires des États Membres des Nations Unies dans la région de l'Asie et du Pacifique pour : 1) faire progresser, formuler ou

amender des politiques et des législations qui promeuvent une vaste gamme de questions relatives à la population et au développement; 2) faire rendre compte aux gouvernements de leurs engagements et de la mise en œuvre des politiques et des législations; et 3) plaider en faveur de l'accroissement des budgets et des ressources financières pour la mise en œuvre des lois et des législations.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le Forum a participé à plusieurs manifestations régionales de la région de l'Asie et du Pacifique, dont :

- La réunion intergouvernementale Asie-Pacifique de haut niveau sur l'évaluation des progrès accomplis vers la réalisation des engagements pris dans la Déclaration politique sur le VIH/sida et des objectifs du Millénaire pour le développement (février 2012, Bangkok);
- Conférence régionale de parlementaires organisée par le Bureau régional de l'Organisation mondiale de la Santé pour l'Asie du Sud-Est sur le renforcement des systèmes nationaux de santé publique face aux nouveaux problèmes de santé (mars 2012, Bangkok);
- Atelier de coopération pour le développement sur la réduction des risques et le traitement de l'abus de drogues (avril 2012, Bangkok);
- Consultation des organisations de la société civile sur les préparatifs régionaux de la région de l'Asie et du Pacifique pour la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la suite à donner au Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, organisée par le CESAP et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), (mars 2013, Bangkok);
- Conférence Asie-Pacifique sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes : Beijing +20 (novembre 2014, Bangkok).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune coopération n'a été indiquée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune activité n'a été indiquée.

5. British Humanist Association

Statut consultatif spécial, 2012

Introduction

Fondée en 1896, British Humanist Association (BHA) est une organisation caritative nationale de plus de 40 000 membres et partisans, dotée de plus de 70 filiales locales et spécialisées dédiées à la promotion de l'humanisme.

Objectifs et buts de l'organisation

L'Association a pour but a) de parvenir à une situation où l'humanisme sera considéré comme une approche de la vie non religieuse, éthique et épanouissante; b) d'apporter aux personnes le soutien des croyances et des valeurs humanistes; c) d'obtenir l'abolition du statut privilégié de l'Église d'Angleterre, le pays devenant un État laïc garantissant les droits de l'homme; d) d'informer le débat public et les politiques par les perspectives humanistes; et e) de soutenir les droits humains des personnes non croyantes au niveau international, et les droits fondamentaux de toute personne au niveau mondial.

Principaux changements survenus dans l'organisation

Aucun changement significatif n'est à signaler.

Contribution de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Les activités de l'association sont essentiellement concentrées au siège des Nations Unies à Genève, où l'organisation défend et promeut les droits de l'homme devant le Conseil des droits de l'homme en passant des alliances avec les missions des États Membres et les ONG qui partagent les buts qu'elle poursuit. BHA a diffusé les travaux du Conseil des droits de l'homme et a soumis des déclarations conjointes avec d'autres organisations comme le British Pregnancy Advisory Service (BPAS). Les activités de plaidoyer de l'association concernent spécialement la promotion des droits des femmes à la santé sexuelle et reproductive, et l'accès à une éducation sexuelle et aux relations sexuelles complète. Elle observe, promeut et commémore la Journée internationale de la femme et soutient la Fondation des écoles humanistes d'Ouganda, organisation caritative fondée en 2008 dans le but de mobiliser des fonds pour appuyer les efforts des humanistes ougandais, qui ont fondé des écoles qui offrent aux élèves une éducation libérale humaniste et laïque.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

BHA assiste à toutes les sessions ordinaires du Conseil des droits de l'homme depuis 2013 et a soumis des déclarations orales concernant diverses questions relatives aux droits de l'homme, notamment la liberté d'expression, l'apostasie, la violence contre les femmes et les filles, les droits à la santé sexuelle et reproductive, la persécution des non-croyants, la liberté de religion ou de conviction et le racisme et la xénophobie. L'association a aussi participé à de nombreuses procédures de l'examen périodique universel et a assisté à des réunions organisées par le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté de religion ou de conviction sur les rapports entre liberté de religion ou de conviction et sexualité.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'association a contribué à des documents soumis à diverses entités des Nations Unies, notamment le Comité des droits de l'enfant, ainsi qu'à un rapport soumis au Rapporteur spécial sur le droit de réunion et d'association. BHA a participé à de nombreux examens périodiques universels du Conseil des droits de l'homme et a coopéré avec des titulaires de mandat au titre d'une procédure spéciale, en particulier le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction, le Rapporteur spécial sur la liberté d'expression et le Groupe de travail

chargé de la question de la discrimination à l'égard des femmes, dans la législation et dans la pratique.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune activité n'a été indiquée.

6. Child Family Health International

Statut consultatif spécial, 2008

Introduction

Child Family Health International (CFHI) offre aux étudiants et aux institutions des sciences de la santé, au niveau mondial, des programmes d'enseignement fondés sur la collectivité.

Objectifs et buts de l'organisation

L'organisation offre aux personnes en formation et aux partenaires universitaires la possibilité de se former à la santé mondiale en immersion dans les systèmes de santé et les services sociaux existants aux côtés des membres et des défenseurs des collectivités locales.

Principaux changements survenus dans l'organisation

Le CFHI a modifié ses statuts en 2015.

Contribution de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a structuré des programmes d'enseignement sur la santé mondiale et produit de multiples livres pour faire mieux connaître les objectifs du Millénaire pour le développement – et à présent les objectifs de développement durable. L'organisation est l'un des auteurs de l'ouvrage novateur « Identifying Interprofessional Global Health Competencies for 21st Century Health Professionals » (Annals of Global Health, 2015). Elle a également dirigé un groupe de recherches réunissant neuf pays, « Host Perspectives of Global Health Competencies » à titre de plateforme pour la collaboration et la définition de programmes d'enseignement au niveau multinational. Elle a copublié « Reflection in Global Health: An Anthology » avec le soutien de la Fondation Gold, qui présente des essais rédigés par des étudiants et de jeunes professionnels sur les réalités de la collaboration internationale et du développement. Le CFHI a également aidé le Forum on Education Abroad, soutenu par le Département de la justice des États-Unis, à développer les meilleures pratiques à l'intention des étudiants placés dans des environnements de sciences de la santé dans le monde. Il a contribué à établir les lignes directrices de traitement et les meilleures pratiques, a copublié « Essential Clinical Global Health », et fourni une programmation à plus de 800 jeunes pour leur faire connaître les réalités et les solutions de la santé mondiale.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le CFHI a assisté au Forum annuel des partenariats du Conseil économique et social de 2015 à New York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le CFHI soutient des projets communautaires dans le domaine de la santé alignés sur les programmes des Nations Unies et de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), ainsi que le renforcement des capacités par l'organisation des carrières dans les États Membres. Le CFHI collabore avec le Network of WHO Intern Alumni (le réseau des anciens stagiaires de l'OMS), et facilite l'octroi de bourses à des stagiaires originaires de pays à revenu faible ou intermédiaire pour qu'ils puissent perfectionner leurs compétences au siège de l'OMS à Genève. L'organisation a intégré les programmes des Nations Unies et de l'OMS dans la totalité de ses 30 programmes d'enseignement en santé mondiale. Le CFHI a collaboré avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) par l'intermédiaire du réseau Better Care et a émis une déclaration commune mettant en lumière les meilleures pratiques pour le développement et la sécurité de l'enfant.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les initiatives prises par le CFHI comprennent entre autres un Centre pour l'autonomisation des jeunes mères dans l'État plurinational de Bolivie; le programme « La santé sexuelle est un droit fondamental » en Bolivie; la collaboration avec le Centre de développement de l'enfant et l'Université Nelson Mandela pour répondre aux besoins des pourvoyeurs de soins et de renforcement des capacités d'accueil communautaire et familial des orphelins en République-Unie de Tanzanie; et le projet de santé communautaire Catching them Young, qui œuvre en faveur du report de l'âge du mariage, de l'accès des filles à l'éducation et de la santé sexuelle en Inde. L'organisation appuie des programmes d'analyse antirétrovirale contre le VIH et des initiatives de diagnostic dans le sud-ouest de l'Ouganda. Le CFHI œuvre en partenariat avec plus de 200 universités afin de permettre à un nombre croissant d'étudiants de comprendre les objectifs du Millénaire pour le développement et les objectifs de développement durable, les initiatives de l'OMS et des Nations Unies.

7. Comisión para la Investigación de Malos Tratos a las Mujeres**Statut consultatif spécial, 2012****Introduction**

La Commission a été créée en Espagne en 1977 par un groupe de femmes qui ont mis en commun leurs connaissances et leur vécu quotidien pour combattre les mauvais traitements que subissent les femmes.

Objectifs et buts de l'organisation

La Commission a pour objectifs d'investiguer, de dénoncer, de prévenir et d'empêcher toutes les formes de violence à l'égard des femmes.

Principaux changements survenus dans l'organisation

Aucun changement significatif n'est à signaler.

Contribution de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Au niveau international, la Commission a organisé des ateliers et des conférences et diffusé des informations aux médias et à la société civile en faveur de l'égalité des sexes et visant à sensibiliser le public à la violence sexiste, à la prostitution et à l'exploitation sexuelle.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des représentantes de la fondation ont assisté à la 59^e session de la Commission de la condition de la femme et participé à une manifestation parallèle intitulée « Prostitution et exploitation sexuelle : une violation des droits fondamentaux des femmes et des filles », organisée par CAP International (Coalition pour l'abolition de la prostitution). L'organisation a coopéré avec d'autres organisations non gouvernementales de femmes, des organisations de coopération internationale et des organisations de défense des droits de l'homme pour préparer un rapport parallèle sur l'Espagne à l'intention du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), et assisté pendant la 61^e session à l'examen du rapport de l'Espagne au Comité.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune coopération n'a été indiquée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La Commission a créé et observe en octobre, chaque année depuis 2013-2015, une Journée internationale sur la prostitution et la traite d'êtres humains.

8. Cooperazione Internazionale

Statut consultatif spécial, 2004

Introduction

Coopération internationale (COOPI) est une fondation participative créée en décembre 2010 pour lutter contre la pauvreté.

Objectifs et buts de l'organisation

Les activités de COOPI consistent essentiellement à élaborer et à mettre en œuvre des programmes à l'étranger et à conduire des campagnes de sensibilisation sociale en Italie, avec les pouvoirs publics et des organisations et autorités locales.

Principaux changements survenus dans l'organisation

Aucun changement significatif n'est à signaler.

Contribution de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

COOPI est membre de l'Observatoire italien de lutte contre le VIH/sida. Au Niger, l'organisation a mis en œuvre des projets de protection des enfants qui ont amélioré leur accès à des activités récréatives et à des services de traitement psychosocial, et empêché leur recrutement militaire. En République centrafricaine,

COOPI a établi des centres communautaires d'écoute pour créer un environnement protecteur et encourage des projets pour éveiller l'attention et sensibiliser la population aux conséquences physiques et psychologiques de la violence sexuelle contre les femmes, renforcer le rôle des femmes dans la société et améliorer leur éducation.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Au cours de la période couverte par le rapport, la Fondation a participé aux consultations annuelles du Haut-Commissaire pour les réfugiés (HCR) avec les ONG et a pris part, en 2014, à l'observation de la Journée internationale de la prévention des catastrophes.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Depuis 2012 l'organisation collabore avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et avec le Service d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO) pour lutter contre la malnutrition. COOPI œuvre également avec d'autres entités des Nations Unies à des programmes de coopération dans des pays d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a lancé l'Indice de la faim dans le monde, qui analyse la situation de plus de 120 pays pour illustrer la situation de la faim et de la malnutrition dans le monde. En 2014, la fondation a renouvelé son partenariat avec Elgon Cosmetic dans le projet culturel #Womanis, une manifestation de sensibilisation consacrées aux femmes de la Sierra Leone. COOPI a conduit de multiples projets de coopération, dont un dans la région du Sahel financé par l'UNICEF et ECHO pour diffuser les meilleures pratiques nutritionnelles et de santé aux mères et aux enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition sévère ou en danger de mort du fait de malnutrition aigüe sévère.

9. Eagle Eyes Association for Afghan Displaced Youth

Statut consultatif spécial, 2012

Introduction

Eagle Eyes Association for Afghan Displaced Youth (EEA) a été fondée pour atténuer les effets de la pauvreté et de la maladie en Afghanistan.

Objectifs et buts de l'organisation

L'objectif de l'Association est de ramener la paix et la réconciliation en Afghanistan.

Principaux changements survenus dans l'organisation

Aucun changement significatif n'est à signaler.

Contribution de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'association facilite et coordonne des entretiens sur la situation actuelle en Afghanistan, en Asie et au Moyen-Orient et, par des actions de mobilisation, l'organisation de conférences et de colloques, fournit un forum où tous les aspects de la reconstruction de l'Afghanistan, notamment son développement socioéconomique, sont débattus de manière constructive. L'Association offre conseils et informations sur les questions juridiques, l'éducation, le développement économique et social, les droits de l'homme, la paix et la réconciliation.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune participation n'a été indiquée.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune coopération n'a été indiquée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune activité n'a été indiquée.

10. Elizabeth Glaser Pediatric AIDS Foundation

Statut consultatif spécial, 2012

Introduction

Elizabeth Glaser Pediatric AIDS Foundation (EGPAF) se consacre à la prévention et à l'élimination du VIH chez l'enfant par des programmes et des activités de recherche et de plaidoyer. La Fondation gère des programmes dans 14 pays d'Afrique sub-saharienne et en Inde, et dans d'autres pays au moyen de bourses mondiale et privées d'assistance technique.

Objectifs et buts de l'organisation

La Fondation a élargi l'accès à des services complets de prévention, de soin et de traitement du VIH dans des régions profondément affectées par le VIH/sida. Elle œuvre en partenariat avec des États, des ministères de la santé et des organisations locales pour prévenir le VIH, en particulier chez l'enfant, et pour veiller à ce que ceux qui vivent avec le VIH reçoivent les soins et le soutien dont ils ont besoin.

Principaux changements survenus dans l'organisation

Avec la publication en 2013 des lignes directrices de traitement par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), qui recommandaient un traitement à vie pour les femmes enceintes et allaitantes ainsi que pour les enfants de moins de 5 ans, le travail programmatique et les activités de prévention de la transmission verticale du VIH de la Fondation ont évolué pour permettre un accès plus large au traitement du VIH. En août 2014, l'organisation a reçu un financement de l'Initiative d'accélération du traitement des enfants du Plan présidentiel d'urgence d'aide à la lutte contre le sida, qui a directement transformé les activités de la Fondation en fournissant les ressources nécessaires pour accroître le nombre

d'enfants séropositifs recevant un traitement antirétroviral dans plusieurs pays africains.

Contribution de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

La Fondation œuvre à faire progresser la recherche et l'innovation afin de prévenir, de traiter et de guérir le VIH chez l'enfant; plaide pour la mise en place de politiques, de ressources et de partenariats aux niveaux mondial, national et local pour mettre un terme aux infections à VIH/sida chez l'enfant, et multiplie les services de soins du VIH/sida de grande qualité et pilotés localement pour éliminer les nouvelles infections d'enfants et maintenir les familles en bonne santé grâce à des systèmes de santé renforcés.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La Fondation a fréquemment participé à des réunions et soumis des rapports aux organes des Nations Unies chargés de la santé et des droits de l'homme à Genève, notamment à la 33^e, 36^e et 37^e réunions du Conseil de coordination du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) et à la 68^e Assemblée mondiale de la Santé sur les objectifs du Millénaire pour le développement et le VIH. Elle a parallèlement soumis des rapports portant sur le VIH chez l'enfant et les droits de l'homme au Conseil des droits de l'homme et a assisté aux réunions du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (juillet 2013), du Comité des droits de l'enfant (décembre 2015), participé au groupe de travail présession du Comité des droits économiques, sociaux et culturels (octobre 2015), auxquels elle a soumis des rapports, et a organisé une réunion d'information avec les membres du Comité des droits de l'enfant concernant le faible nombre d'enfants vivant avec le VIH qui ont accès à un traitement (janvier 2013).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'EGPAF a régulièrement coopéré avec ONUSIDA, l'OMS et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) à une réunion d'experts techniques en 2014 sur les carences du traitement du VIH chez l'enfant et a par la suite contribué au rapport d'ONUSIDA, « Analyse des carences en matière de traitement, de soins et d'appui liés au VIH chez les enfants » qui a été débattu lors de la 35^e réunion du Conseil de coordination d'ONUSIDA; et commenté la stratégie actualisée d'ONUSIDA pour 2016-2021.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les services de soins et de traitement de la Fondation réduisent la mortalité infantile en testant les enfants et en apportant à ceux qui vivent avec le VIH une thérapie antirétrovirale salvatrice; réduisent la mortalité maternelle en apportant aux mères et aux familles des services de soins prénataux pour que les grossesses se déroulent en sûreté et en bonne santé; et réduisent le nombre des nouvelles infections parmi les enfants grâce aux services de prévention de la transmission verticale du VIH, de test, de conseil et la mise en place du traitement pour les mères, les enfants et les familles. C'est ainsi qu'entre le 1^{er} janvier 2012 et le 31 décembre 2015, près de 45 000 enfants et plus de 525 000 adultes ont pu commencer un traitement antirétroviral et que plus de 10 millions de femmes

enceintes ont pu accéder à des services vitaux de prévention de la transmission verticale du VIH. La Fondation œuvre à faire respecter pleinement les droits de l'homme dans tous ses programmes ainsi que dans les pays où elle est active.

11. Environmental Development Action in the Third World (ENDA)

Statut consultatif général, 1996

Introduction

Environmental Development Action in the Third World (ENDA) travaille en Amérique latine (Colombie, République dominicaine), Asie (Viet Nam, Inde) et en Afrique (Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, Éthiopie, Guinée-Bissau, Madagascar, Mali, Maroc, Tunisie et Sénégal, entre autres). Les 23 membres du réseau sont mis en place dans 11 pays et ont des projets dans plus de 40 pays. Le réseau est également engagé à travailler sur des questions transversales aux niveaux sous-régional, régional et international.

Objectifs et buts de l'organisation

ENDA cherche à promouvoir la solidarité, la paix et le respect de l'avenir de la planète, les droits de l'homme et de la dignité humaine, la justice sociale et la diversité culturelle. ENDA lutte contre la pauvreté, favorise l'autonomie, renforce le protagonisme des communautés et mouvements sociaux, les droits de l'homme, le pluralisme, la diversité culturelle et l'égalité entre les hommes et les femmes.

Changements à signaler

En septembre 2012, l'assemblée générale tenue à Dakar, a entériné la transformation de l'organisation Enda TM en un réseau d'associations autonomes, partageant les mêmes vision et mission avec un secrétariat exécutif assurant le lien et la cohésion nécessaires à la convergence vers le même but.

Contribution à des activités des Nations Unies

ENDA a participé au webinar Économie verte du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

ENDA a participé au Centre climatique de la technologie et du Réseau (CTCN), le bras opérationnel Mécanisme Technologie de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, organisée par le PNUE et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI). Il est parmi les 11 centres d'excellence œuvrant, sous l'égide du PNUE et de l'ONUDI à travers le CTCN, pour l'utilisation des technologies climatiques dans les pays en développement.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune information fournie.

12. European Federation of Older Students at Universities

Statut consultatif spécial, 1996

Introduction

La Fédération européenne des étudiants âgés aux universités a été fondée en 1990 pour représenter les intérêts des étudiants âgés dans les universités. La Fédération a des membres dans plus de 10 pays européens et a son siège à Bratislava (Slovaquie).

Objectifs et buts de l'organisation

La Fédération encourage les personnes âgées à suivre des formations universitaires dans des universités/académies spécialisées ou aux côtés des plus jeunes afin d'améliorer leur qualité de vie et leur statut social par un apprentissage continu durant toute la vie, tout en faisant bénéficier la société de leurs connaissances.

Principaux changements survenus dans l'organisation

Aucun changement significatif à signaler.

Contribution de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation vise à faciliter et à soutenir les actions des Nations Unies relatives au vieillissement, à échanger des informations et des savoirs sur des questions touchant au vieillissement, à faciliter la liaison entre les ONG et les Nations Unies, ses organes spécialisés et toutes les autres entités, concernant tout spécialement les conséquences d'une formation tout au long de la vie sur le plan social et sanitaire. En sa qualité de membre du Comité des ONG sur le vieillissement à Vienne, la Fédération participe activement aux réunions du Comité, notamment aux préparatifs annuels de la Journée internationale des personnes âgées, à des séances de remue-méninges et à la préparation de publications et de documents sur une vieillesse active et en bonne santé. L'organisation a communiqué à tous ses membres ainsi qu'à d'autres institutions les recommandations relatives au vieillissement contenues dans les objectifs du Millénaire pour le développement, le Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement et les objectifs du développement durable.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La Fédération a participé à la Conférence ministérielle sur le vieillissement organisée par la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CENUE) en septembre 2012 et soumis des contributions écrites à la déclaration des ONG et à la déclaration ministérielle.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune coopération n'a été signalée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune activité n'a été signalée.

13. European Network of Policewomen**Statut consultatif spécial, 1996****Introduction**

European Network of Policewomen (Réseau européen des femmes dans la police) est une fondation qui œuvre à réaliser une représentation égale des femmes dans les forces de police de toute l'Europe.

Objectifs et buts de l'organisation

Le Réseau a pour objectif d'optimiser la position des policières dans les forces de police européennes.

Principaux changements survenus dans l'organisation

Aucun changement significatif n'est à signaler.

Contribution de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Le Réseau échange connaissances, formation, expérience et informations sur le statut des femmes dans les diverses polices européennes, stimule la recherche et la formation au plan international sur des thèmes qui intéressent le travail des policières en Europe, organise des conférences européennes, des recherches et des formations internationales sur des sujets importants pour l'activité des policières en Europe, promeut les initiatives de réseaux nationaux de policières et encourage l'appui aux policières européennes.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le réseau a participé à la 68^e session de la Commission de la condition de la femme.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune coopération n'a été indiquée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Au cours de la période considérée par le rapport, des représentantes du Réseau ont conduit des ateliers, des conférences et des séminaires d'organisation des carrières sur des thèmes spécifiques aux femmes, et en observation de la place des femmes dans les forces de police européenne, notamment le Jour de la femme dans la police à Barcelone le 5 mars 2015, et ont présenté un exposé pour le quatre-vingt-

dixième anniversaire de la Female Police Forces Conference à Varsovie (Pologne), le 23 juillet 2015. Le Réseau a également collaboré avec le Chef de la Force de police permanente des Nations Unies pour mettre en place une formation aux outils relatifs à l'égalité des sexes pour les policiers du maintien de la paix à Barcelone et, en décembre 2015, elle a lancé une formation en ligne à la problématique hommes-femmes élaborée par le Centre pour l'égalité des droits et des ressources pour les femmes du Conseil municipal de Barcelone.

14. European Union Association in the United States

Statut consultatif spécial, 2012

Introduction

L'Association de l'Union européenne aux États-Unis a pour objectif de présenter les positions de l'Union européenne dans les domaines de la culture, des affaires, des relations internationales et de la politique étrangère et de sécurité, aux États-Unis et aux Nations Unies, ainsi que de promouvoir la coopération multilatérale et les relations avec les États-Unis et d'autres pays.

Objectifs et buts de l'organisation

L'Association peut se prévaloir d'antécédents exceptionnels dans la promotion de questions relatives à des problèmes mondiaux par l'organisation de manifestations professionnelles (exposés et tables rondes) qui créent un forum accueillant pour l'échange fertile d'idées et d'opinions. Afin d'atteindre ses objectifs, l'Association coopère avec des entreprises réputées, des chambres de commerce euro-américaines, des universités, des ministères d'État et des missions diplomatiques.

Principaux changements survenus dans l'organisation

Aucun changement significatif n'est à signaler.

Contribution de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'Association a favorisé un programme de sensibilisation visant à susciter la coopération avec un grand nombre d'ONG et de groupes d'étudiants de grandes universités des États-Unis ainsi qu'avec des fondations internationales et des ONG qui servent des objectifs compatibles avec les buts des Nations Unies parmi les dirigeants de demain. L'Association a accru ses activités de sensibilisation et de coopération avec les Associations de l'UE à Milan (Italie) et au Luxembourg concernant des activités liées aux Nations Unies, et entrepris une coopération officielle avec la Fondation Asie-Europe à Singapour (ASEF), l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et la Commission européenne afin de coordonner des initiatives visant à accroître la connaissance des Nations Unies et de ses objectifs. L'Association a également participé à une conférence sur « Les perspectives de l'impact économique et social des accords de libre-échange internationaux » et présenté des exposés sur l'impact des accords de libre-échange sur le développement économique et social des pays et de leurs citoyens, avec la participation du chef du Bureau des échanges de la délégation de l'UE à Washington et de représentants parlementaires de l'UE. L'association a participé à la conférence de 2013 sur « Les perspectives du développement social et économique dans les

pays du printemps arabe », avec des représentants de la société civile d'Égypte, de Libye et de la République arabe syrienne, et la participation de l'Envoyé du Secrétaire général pour la jeunesse.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des représentants de l'association ont assisté à la 59^e session de la Commission de la condition de la femme.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'Association a participé à un colloque d'experts pour accroître la réceptivité et la réponse aux demandes d'assistance humanitaire aux réfugiés de guerre et aux migrants autour de la mer Méditerranée, avec de hauts représentants des affaires humanitaires du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et de la Mission permanente de l'Italie auprès de l'Organisation des Nations Unies. L'association a également coordonné un groupe d'experts pour débattre de la crise humanitaire en Ukraine avec la participation du Chef du Bureau de New York du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et de la délégation de l'UE auprès des Nations Unies afin de sensibiliser le public à la nécessité de faire cesser le conflit et la souffrance des réfugiés de guerre.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune activité n'a été indiquée.

15. Famille Debout

Statut consultatif spécial, 2012

Introduction

Famille Debout est une ONG belge créée en 2008 pour promouvoir le développement culturel de familles belges et congolaises.

Objectifs et buts de l'organisation

Famille Debout a pour but d'aider les familles à éduquer et à former des enfants et des adultes en Belgique et dans la région centrale de la République démocratique du Congo.

Principaux changements survenus dans l'organisation

Aucun changement significatif n'est à signaler.

Contribution de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

En Belgique, Famille Debout a mené des campagnes de sensibilisation pour faire connaître aux citoyens belges les problèmes des familles congolaises qui ne disposent pas des ressources financières et matérielles nécessaires pour éduquer leurs enfants.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Famille Debout a participé aux réunions des Nations Unies suivantes :

Neuvième session de la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées;

- 48^e et 49^e sessions de la Commission de la population et du développement;
- 14^e session de l'Instance permanente sur les questions autochtones;
- 14^e session du Comité d'experts de l'administration publique;
- 48^e session de la Commission de la population et du développement;
- 59^e session de la Commission de la condition de la femme;
- 53^e session de la Commission du développement social;
- Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale organisée à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant;
- Session ordinaire de 2012 du Comité des ONG.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Famille Debout a bénéficié de la coopération du bureau local du Fonds des Nations Unies pour l'enfance pour la création d'un centre spécialisé dans la rééducation des délinquants juvéniles.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En République démocratique du Congo, Famille Debout a ouvert deux écoles élémentaires et une cantine scolaire pour apporter au moins un repas chaque jour à chaque enfant (pour 200 enfants), et a soutenu financièrement la création d'un centre spécialisé de rééducation des mineurs délinquants.
